

M



MACHINISME AGRICOLE — Voy. *Agriculture*, § 24. — *Offices*, § 3.

MADAGASCAR. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, §§ 4, 23.

MADAGASCAR (Problème de la main-d'œuvre à), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (FRANCE D'OUTRE-MER).

MADAGASCAR (Tabac de), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (FRANCE D'OUTRE-MER).

MADAGASCAR (Transports entre — et la métropole), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (FRANCE D'OUTRE-MER).

MAGISTRATS (Recrutement des).

— déportés ou internés. — Voy. *Organisation judiciaire*, §§ 1^{er}, 2.

MAIN-D'ŒUVRE (Réquisition de). — Voy. *Agriculture*, § 20.

MAIRES ET ADJOINTS. — Voy. *Organisation municipale* §§ 8, 13.

MAISONS.

— de prostitution. — Voy. *Algérie*, § 16.

— de retraite. — Voy. *Assistance, assurance et prévoyance sociales*, § 4.

MAITRES ET ÉCOLES (Situation des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (ÉDUCATION NATIONALE).

MAJORATION.

— d'ancienneté. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 8, 16, 17.

— de pensions. Voy. *Pensions et retraites*, §§ 11, 19.

MAJORITÉ CIVILE ET POLITIQUE. — Voy. *Capacité civile et politique*, § 2.

MALADIES PROFESSIONNELLES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Lespès et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer

un institut d'étude des maladies professionnelles, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 septembre 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 823.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Voy. *Accidents du travail*, § 7.

MAL LOTIS. — Voy. *Lotissements*, § 2.

MANDATAIRES. — Voy. *Halles centrales de Paris*, § 2.

MANQUANTS (Payement des), Voy. *Tabacs*, § 6,

MAQUISARDS. — Voy. *Décorations*, § 3.
— *Loyers*, § 3. — *Prêts*, § 8.

MARCHANDISES (Distribution de), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 6 (PRODUCTION INDUSTRIELLE).

MARCHÉ.

- de céréales. — Voy. *Agriculture*, § 33.
- libre. — Voy. *Ravitaillement*, § 4.
- noir. — Voy. *Ravitaillement*, § 5.
- de la viande. — Voy. *Ravitaillement*, § 12.

MARCHÉ NOIR, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

MARIAGE.

§ 1^{er}. — Projet de loi relatif aux mariages contractés à l'étranger entre un Français et

une femme étrangère, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2^e séance), par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 555.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — empêchements au. — Voy. *Code civil*, § 2.

— prêts au. — Voy. *Prêts*, §§ 1, 4, 5, 6.

MARINE NATIONALE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Bernard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut de la « Marine nationale » (anciennement Forges de la Chaussade de Guérigny, Nièvre), présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 169 ; rapport le 29 août (2^e séance) par Mme François, n° 623.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 2. — Proposition de loi de Mme François et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut de l'établissement national constitué par les Forges de la Chaussade et leurs dépendances à Guérigny (Nièvre) utilisé par la Marine nationale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 848.

Il n'a pas été présenté de rapport.

MARINS.

§ 1^{er}. — Projet de loi portant amélioration de la situation des pensionnés sur la Caisse de retraites des marins et sur la Caisse générale de prévoyance des marins français, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 septembre 1946 par M. Jules Moch, Ministre des Travaux publics et des Trans-

ports (renvoyé à la Commission des moyens de communication), n° 962 ; rapport le 27 septembre (2^e séance) par M. Mazier, n° 1093 Adoption sans débat le 3 octobre 1946 (1^{re} séance). — Projet de loi n° 100.

Loi du 16 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 17 octobre.

§ 2. — détenus dans les camps de concentration. — Voy. *Résistance*, § 3.

Voy. aussi : *Anciens combattants*, § 6.

MARKS (Remboursement des). — Voy. *Alsace et Lorraine*, § 9. — *Prisonniers et déportés*, §§ 4, 5.

MAROC (Citoyens français du). — Voy. *Tunisie*, § 2.

MARTINIQUE. — Voy. *Elections*, § 22. — *Territoires d'outre-mer*, §§ 13, 15.

MASSEURS (Ordre des). — Proposition de loi de M. Guilbert et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un ordre des masseurs-kinésithérapeutes et un ordre des pédicures, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 735 ; rapport le 26 septembre (3^e séance) par M. Guilbert, n° 1069.

L'Assemblée n'a pas statué.

MATÉRIAUX PRÉFABRIQUÉS. — Voy. *Impôts*, § 13.

MATÉRIEL AMÉRICAIN (Pièces de rechange du), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (ARMEMENT),

MÉCANICIEN-DENTISTE. — Proposition de loi de Mme Denise Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la profession de mécanicien-dentiste, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de la famille), n° 985.

Il n'a pas été présenté de rapport.

MÉDAILLE.

— d'argent des instituteurs et institutrices. — Voy. *Décorations*, § 11.

— coloniale. — Voy. *Décorations*, § 6.

— commémorative. — Voy. *Décorations*, § 4.

— des évadés. — Voy. *Décorations*, §§ 1, 10.

— de la famille française. — Voy. *Décorations*, § 9.

— d'honneur du travail. — Voy. *Décorations*, §§ 7, 13.

— militaire (traitement de la). — Voy. *Décorations*, §§ 5, 8.

— des prisonniers civils. — Voy. *Décorations*, § 2.

— de la résistance. Voy. *Décorations*, § 12.

— du travail. — Voy. *Vieux travailleurs*, § 3.

MÉDECINE VÉTÉRINAIRE. — Proposition de loi de M. Pineau et plusieurs de ses collègues tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'inscription prévue par le second alinéa de l'article 6 de la loi du 17 juin 1938 relative à l'exercice de la médecine vétérinaire, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 794.

Il n'a pas été présenté de rapport.

MÉDECINS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Le Duc tendant à la création d'une caisse autonome

professionnelle de retraite et d'entraide médicales, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la famille), n° 1106.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Voy. *Automobiles*, § 2.

MÉDECINS AFRICAINS. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 9.

MÉGISSERIE (Commerce de la). — Voy. *Commerce et industrie* (Réglementation du), § 1^{er}.

MÈRES DE FAMILLE. — Voy. *Allocations familiales*, § 3. — *Congés payés*, § 4.

MESURES FISCALES. — Voy. *Assistance, assurance et prévoyance sociales*, § 6.

MÉTAUX FERREUX. — Voy. *Agriculture*, § 24.

MÉTAYERS (Cotisations des). — Voy. *Assurances sociales*, § 5.

MÉTAYERS ET FERMIERS (Statut des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AGRICULTURE).

MÉTHODES DE GESTION. = Voy. *Etablissements de l'Etat*.

MÉTIS. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 14.

MEURTHE ET MOSELLE. — Voy. *Calamités publiques*, § 2.

MILITAIRES. — Voy. *Allocations familiales*, § 2. — *Emplois réservés*, § 2.

MINES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet d'augmenter de 25 0/0 les prestations servies par la Caisse autonome des ouvriers mineurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'équipement national et pour avis à la Commission des finances), n° 297; rapport le 9 août (2^e séance) par M. Sion, n° 454.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 2. — Proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues relative aux retraites des ouvriers mineurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 6 août 1946 (renvoyée à la Commission de l'équipement national et pour avis à la Commission des finances), n° 388.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Proposition de loi de M. Henri Martel et plusieurs de ses collègues tendant à relever de 30 0/0 toutes les prestations servies par la Caisse autonome des ouvriers mineurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 447.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues portant amélioration du régime spécial de retraites des ouvriers mineurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 août 1946

(2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement), n^o 505.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une avance immédiate des prestations servies par la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement et pour avis à la Commission des finances), n^o 607; rapport verbal par M. Sion et adoption le 29 août 1946 (2^e séance). — Proposition de loi n^o 35.

Deuxième lecture demandée par le Gouvernement dans la séance du 21 septembre (renvoyée à la Commission de l'équipement); rapport collectif le 25 septembre (3^e séance) par M. Sion, n^o 1060 (voy. *ci-dessus* § 5 et *ci-dessous* § 7).

DISCUSSION [29 août 1946] (A., p. 3430); Sont entendus dans la discussion générale : MM. Henri Martel, Paul Sion, *Rapporteur*; Clôture de la discussion générale (p. 3431). — Article unique : adoption (*ibid.*).

DEUXIÈME DÉLIBÉRATION. — Modification du titre et adoption [2 octobre 1946] (A., p. 4638).

§ 6. — Proposition de loi de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs à verser immédiatement une avance de 30 0/0 aux retraités mineurs à dater du 1^{er} juin 1946, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de l'équipement national et pour avis à la Commission des finances), n^o 745; Rapport collectif le 25 septembre (3^e séance) par M. Sion, n^o 1060 (voy. *ci-dessus* § 5, *ci-dessous* § 7).

§ 7. — Projet de loi tendant à accorder aux retraités de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs une avance sur pension, présenté à l'Assemblée Natio-

nale Constituante le 21 septembre 1946 par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission de l'équipement national et pour avis à la Commission des finances), n^o 966; Rapport collectif le 25 septembre (3^e séance) par M. Sion, n^o 1060 (voy. *ci-dessus* §§ 5 et 6); Avis collectif fait au nom de la Commission des finances le 26 septembre 1946 (3^e séance) par M. Ramette, n^o 1078. Adoption sans débat le 2 octobre 1946. — Projet de loi n^o 88.

Loi du 16 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 17 octobre.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel des mines de sel gemme le statut des mineurs institué par la loi du 1^{er} février 1946, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 octobre 1946 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n^o 1219.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 9. — de sel gemme. — Voy. *Mines*, § 8.

MINEUR DÉPORTÉ. — Voy. *Code civil*, § 4.

MINIMUM VITAL. — Voy. *Assistance, assurance et prévoyance sociales*, § 1^{er}.

MINISTÈRES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de Mme Degrand et plusieurs de ses collègues tendant à substituer au Ministère du Ravitaillement une organisation simplifiée sous le contrôle direct de la Présidence du Conseil, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission du

ravitaillement), n° 29; rapport le 20 septembre (2^e séance) par Mme Degrand, n° 944.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Abelin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la coordination des publications élaborées par les différents Départements ministériels sur les résultats de leur gestion, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la presse), n° 311.

Il n'a pas été présenté de rapport.

MONNAIE-MATIÈRE. — Voy. *Agriculture*, § 24.

MONNAIE-MATIÈRE (Distribution de la), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (PRODUCTION INDUSTRIELLE).

MONOPOLES ARTIFICIELS. — Proposition de loi de M. Landry et plusieurs de ses collègues relative aux monopoles artificiels, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 6 août 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 379.

Il n'a pas été présenté de rapport.

MOSELLE. — Voy. *Calamités publiques*, § 2.

MOTORISATION. — Voy. *Agriculture*, § 5.

MOYENS DE TRACTION. — Voy. *Agriculture*, § 5.

MUNICIPALITÉS. — Voy. *Alsace et Lorraine*, § 15.

MUNITIONS. — Voy. *Chasse*, §§ 2, 3.

MUSÉES (Personnel des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (EDUCATION NATIONALE).

MUSULMANS ALGÉRIENS. — Voy. *Elections*, § 21.

MUTATIONS (Publicité des). — Voy. *Fonds de commerce*, § 2.

MUTILÉS. — Voy. *Accidents du travail*, § 5. — *Facilités de circulation*, §§ 1, 3. — *Officiers*, § 7. — *Pensions militaires*, §§ 1, 4, 5.

MUTUALITÉ AGRICOLE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Delcos et plusieurs de ses collègues portant statut de la mutualité agricole, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de l'Agriculture), n° 163.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Voy. *Sécurité sociale*, § 15.